



**LES DÉPARTEMENTS
ET LA POSTE :
INNOVER ENSEMBLE**



DÉPARTEMENTS
DE FRANCE



LA POSTE
SOLUTIONS
BUSINESS

Édito

“ Les expérimentations menées avec La Poste incarnent une volonté commune de mettre l’innovation au service du bien commun. Ensemble, nous construisons des solutions concrètes pour renforcer la solidarité territoriale et garantir aux citoyens un service public plus juste, plus proche et plus efficace. ”



François SAUVADET

Ancien Ministre
Président de Départements de France
Président du Département de la Côte-d'Or

Dans une logique de coopération et d’amélioration continue, Départements de France souhaite offrir à ses adhérents un cadre propice aux échanges entre élus et dirigeants des services départementaux. L’objectif : valoriser les initiatives innovantes et les bonnes pratiques qui permettent de répondre concrètement aux besoins des citoyens dans les domaines relevant des compétences départementales. Ce partage d’expériences constitue un levier essentiel pour renforcer l’efficacité des politiques publiques et encourager l’innovation territoriale.

Dans un contexte de contraintes budgétaires et humaines croissantes, les Départements sont appelés à réinventer leurs modes d’action pour répondre aux besoins des citoyens. La convention entre Départements de France et le groupe La Poste s’inscrit dans cette dynamique, avec une ambition commune : faire de l’innovation un levier de solidarité, d’équité et de proximité.

Cette convention illustre une volonté partagée à travers deux grands axes. Le premier concerne les politiques d’« aller vers » les publics les plus fragiles. Cette approche proactive vise à renforcer l’accès aux droits en allant au-devant des personnes isolées ou vulnérables, en mobilisant les acteurs locaux et en favorisant la coordination autour de l’usager.

Le deuxième axe porte sur la sécurisation des versements des Allocations Individuelles de Solidarité. Dans un contexte de tension sur les ressources, l’usage de la donnée et de l’intelligence artificielle permet d’améliorer la fiabilité des paiements, de réduire les erreurs et les indus, tout en renforçant la confiance des citoyens dans le service public.



DÉPARTEMENTS
DE FRANCE



Marie-Ange DEBON

Présidente Directrice Générale
du groupe La Poste

Dans un monde en constante évolution, marqué par des fragilités sociales croissantes, des défis environnementaux majeurs et des attentes citoyennes de plus en plus fortes, le groupe La Poste réaffirme avec conviction son engagement en faveur de la cohésion sociale et territoriale. Présent sur l’ensemble du territoire national, dans l’hexagone comme en outre-mer, La Poste agit chaque jour pour rapprocher les services publics des citoyens, en particulier les plus vulnérables, en leur garantissant un accès équitable et de qualité.

À travers ses différents métiers et ses filiales – telles que Docaposte, Isoskèle ou encore Geoptis – le Groupe développe des solutions concrètes et innovantes pour accompagner les politiques publiques et sociales locales.



“ Dans un monde en profonde mutation, le groupe La Poste agit chaque jour pour renforcer le lien social, accompagner les plus fragiles et proposer un numérique responsable, souverain et utile, au service des territoires et du bien commun. ”

Il met à disposition des outils numériques souverains, des expertises pointues en matière de sécurisation des données, ainsi que des dispositifs de proximité adaptés aux besoins des territoires. Cette approche s’inscrit dans la vision d’un numérique éthique, inclusif et respectueux des droits fondamentaux.

Le réseau de plus de 60 000 facteurs incarne cette proximité humaine au quotidien. Au-delà de la distribution du courrier, des colis et de la presse, ils assurent le portage de repas ou de médicaments, réalisent des visites de lien social ou de convivialité, contribuent au programme ICOPE de l’OMS qui vise à prévenir la perte d’autonomie chez les personnes âgées en identifiant les facteurs de fragilité. Ces actions concrètes illustrent l’engagement profond du Groupe pour le lien social et l’accompagnement des personnes fragiles.

Au-delà de son rôle d’opérateur logistique et numérique, La Poste se positionne comme un véritable partenaire de confiance des collectivités. Elle privilégie une démarche collaborative, fondée sur l’expérimentation, le partage de données utiles et la co-construction de solutions adaptées aux réalités locales.

En plaçant l’humain et l’innovation au cœur de son action, le groupe La Poste contribue à bâtir un service public performant ancré dans les territoires. Un numérique au service de tous, pour un avenir plus inclusif et responsable.



40 500

points d'accès
à un service postal

17 000

points de contact
Bureaux de poste,
partenariats avec les Mairies
et les commerçants

23 500

points d'accès
à un service postal
Réseau pickup, espaces pros

La présence humaine de plus de

60 000

factrices et facteurs



Sommaire

01. Ensemble pour des territoires plus solidaires et innovants page 06

02. Transition démographique proximité et prévention page 08

03. Transformation numérique confiance et transparence page 18

04. Souveraineté et pilotage de la data territoriale page 22

05. Contacts en région page 31



Ensemble pour des territoires plus solidaires et innovants

“

Le partenariat entre La Poste et les Départements de France, signé en 2023, incarne une ambition commune : répondre aux défis sociaux, territoriaux et numériques en plaçant l'humain au cœur de l'action publique.

À l'heure où les fragilités s'intensifient et les ressources se tendent, notre alliance s'appuie sur des valeurs partagées : proximité, responsabilité et innovation. Les facteurs, comme les agents départementaux, sont les visages quotidiens de la solidarité. Ensemble, nous expérimentons des solutions concrètes : portage de repas, accompagnement des seniors, garantie d'un accès juste aux droits sociaux, prévention de la perte d'autonomie.

Ce partenariat, fondé sur la confiance et l'efficacité, s'inscrit dans une logique d'« aller-vers » : détecter les besoins avant qu'ils ne deviennent urgences, renforcer le lien social, et garantir un accès juste aux droits. Il repose aussi sur une gouvernance partagée de la donnée, pour piloter les politiques sociales avec rigueur et transparence.

La convention que nous portons est plus qu'un accord : c'est une dynamique d'innovation territoriale, au service des citoyens. Elle témoigne de notre volonté commune d'agir, d'évaluer, et de généraliser ce qui fonctionne. Ensemble, nous construisons les solidarités de demain.

Texte co-signé par



Claude RIBOULET

Président du Conseil Départemental de l'Allier



Philippe DORGE

Directeur Général Adjoint du groupe La Poste



Transition démographique : proximité et prévention

En 2040, plus d'un quart de la population aura plus de 65 ans. Identifier les fragilités des publics vulnérables est essentiel pour prévenir l'isolement, l'illectronisme et la perte d'autonomie, et garantir un accompagnement juste et inclusif.

LES DÉPARTEMENTS

sont en première ligne pour répondre aux enjeux du vieillissement, de la perte d'autonomie et de l'isolement social. Dans le cadre de leurs politiques sociales et médico-sociales, ils s'engagent à développer des approches préventives et de proximité, en complément des dispositifs existants (SAAD, SSIAD, EHPAD).

Pour aller vers les publics les plus fragiles, ils s'appuient sur des partenaires capables d'intervenir à domicile, de créer du lien social et de faciliter l'accès aux services essentiels. Les Départements renforcent leur capacité à anticiper les besoins, contenir les coûts liés à la dépendance et garantir une réponse adaptée aux réalités locales en intégrant des solutions innovantes dans leurs schémas départementaux d'autonomie. Cela leur permet également d'évaluer et de généraliser les dispositifs qui fonctionnent.

9 Français sur 10 de plus de 65 ans souhaitent vieillir à domicile.

LA POSTE

Face aux enjeux d'accès aux droits et de lutte contre l'isolement, La Poste déploie le dispositif « Aller-vers », une approche structurée en cinq étapes : repérer les publics fragiles, les sensibiliser, alerter les acteurs concernés, accompagner les personnes identifiées et évaluer les actions menées.

Ce cycle d'intervention s'appuie sur l'expertise territoriale du Groupe et le développement d'outils adaptés pour agir efficacement. Il illustre l'engagement de La Poste en faveur d'une action publique de proximité, humaine et agile, en cohérence avec les politiques locales, pour renforcer l'accès aux droits et prévenir les situations de vulnérabilité.



Depuis plusieurs années, La Poste s'engage aux côtés des Départements pour répondre aux enjeux du vieillissement, de l'isolement et de la perte d'autonomie.

Forte de la confiance accordée à ses 60 000 facteurs présents sur l'ensemble du territoire, elle déploie des services concrets : **portage de repas** (Corrèze), **de médicaments** (Ain), **visites de convivialité** (Eure, Mayenne), ou **encore accompagnement du programme ICOPE** dans plus de dix Départements.

La Poste est reconnue depuis septembre 2025 par l'État pour son rôle dans la mise en œuvre du SPDA ; elle innove également avec la création du métier d'accompagnant : des postiers formés en gérontologie pour intervenir au plus près des besoins. Grâce à ses expertises multiples – logistique, numérique, solidarité – La Poste se positionne comme un acteur engagé du « aller vers », prêt à co-construire avec les territoires des solutions durables au service du bien vieillir.



Sébastien VINCINI

Président du Conseil Départemental de la Haute-Garonne

“ En Haute-Garonne, nous avons fait du bien vieillir une priorité territoriale. Le partenariat avec La Poste, initié avec la Commission des financeurs, nous permet d'agir concrètement, à travers un dispositif particulier le programme ICOPE. En 2025, des centaines de seniors ont été accompagnés dans 4 communes grâce à des visites de facteurs formés, qui ont présenté l'auto-évaluation ICOPE et orienté vers des ateliers ou des évaluations à domicile. Ce repérage précoce des fragilités, soutenu par l'ARS et le Gérontopôle de Toulouse, s'inscrit dans une logique de prévention active.

Cette action illustre notre volonté de bâtir une société inclusive, où l'autonomie est préservée au plus près des domiciles. ”



Jérôme DUMONT

Président du Conseil Départemental de la Meuse

“ Dans nos territoires, l'innovation ne peut être déconnectée de l'humain. Avec e-Meuse Santé, nous avons fait le choix d'un modèle de santé inclusif, en réponse aux défis du vieillissement et de l'isolement.

Le dispositif Ma Santé accompagnée, développé avec La Poste, en est l'illustration concrète : 700 visites à domicile, 150 démarches d'accès aux droits, 70 rendez-vous médicaux organisés, et même un sauvetage d'urgence.

Derrière ces chiffres, ce sont des vies améliorées, des liens recréés, des fragilités repérées. Ce partenariat démontre que les Départements, en lien avec des acteurs de confiance comme La Poste, peuvent porter des solutions efficaces, duplicables et profondément humaines. Nous devons poursuivre cette dynamique, car c'est ensemble que nous relèverons les défis sociaux de demain. ”





Germinal PEIRO

Président du Conseil Départemental de la Dordogne

“ Le Département de la Dordogne s'est engagé dans une démarche volontariste de prévention de la perte d'autonomie, en partenariat avec le Centre hospitalier de Périgueux et le groupe La Poste.

Grâce au programme ICOPE, 700 évaluations ont été réalisées en deux ans sur une base de 2 500 adresses ciblées.

Cette action conjointe permet un repérage précoce des fragilités, en lien étroit avec les professionnels de santé. Elle illustre notre volonté d'agir en amont, au plus près des territoires, pour garantir un accompagnement adapté et renforcer le maintien à domicile des personnes âgées.”



Alexandre RASSAERT

Président du Conseil Départemental de l'Eure

“ Les solidarités ne sont pas une option, une intention. Elles sont notre ADN ! C'est en ces termes que notre pacte des solidarités a été voté dans l'Eure. La Poste est précieuse pour faire vivre les solidarités dans notre territoire et agir en tisseurs de liens auprès de nos concitoyens vulnérables.

Près de 500 seniors en situation d'isolement sévère bénéficient aujourd'hui d'une présence utile et rassurante par des postiers formés en gérontologie.

Une démarche bénéfique qui fait l'objet d'une évaluation scientifique pour en garantir l'efficacité et la pertinence.”



Marc GAUDET

Président du Conseil Départemental du Loiret

“ Sur notre territoire tout autant urbain que rural, La Poste joue un rôle essentiel. C'est surtout dans nos campagnes que son action prend tout son sens : elle est souvent le seul lien humain quotidien pour des personnes âgées ou isolées.

Le facteur, ce n'est pas seulement un livreur, c'est une présence rassurante, un repère, parfois même un relais de santé.

La Poste incarne une proximité de confiance, capable de renforcer le lien social tout en contribuant à l'accès aux soins. Je souhaite engager une réflexion partenariale avec La Poste pour construire ensemble des solutions utiles à nos concitoyens.”



Jean-Pierre BARBIER

Président du Conseil Départemental de l'Isère

“ Innover en matière de bien vieillir est fondamental pour prévenir la perte d'autonomie, alors que le vieillissement de la population s'accroît en France, comme en Isère. C'est pourquoi le projet IS-ICOPE est une expérimentation que nous avons immédiatement décidé de mener, aux côtés du CHU Grenoble Alpes et de La Poste.

L'objectif est de sensibiliser les personnes aux bonnes pratiques, mais aussi à repérer, elles-mêmes ou avec l'aide d'un tiers, leurs fragilités.

Cela permettra de leur apporter un soutien au plus tôt, et ainsi de ralentir la perte d'autonomie.”



FACE À L'AUTOMATISATION DU « DROIT À LA SOURCE »,

les Départements peuvent renforcer leur stratégie d'« aller vers » en s'appuyant sur les services humains et numériques du groupe La Poste.

PLAN D'ACTION PROPOSÉ :

- **identifier** les publics isolés via des campagnes ciblées et des outils de repérage du type ICOPE,
- **déployer** des services favorisant le bien vieillir à domicile en lien avec les schémas départementaux d'autonomie,
- **structurer** le partenariat avec La Poste dans le cadre du SPDA, reconnu par l'État.

La Poste met à disposition ses équipes formées, ses outils labellisés et son maillage territorial. Un mode d'emploi départemental est proposé pour articuler les financements (CNSA, ARS, conférences des financeurs) et passer à l'échelle dès 2026.





Transformation numérique : confiance et transparence

Réinventer l'action publique, c'est croire en un numérique qui rapproche, éclaire et transforme. En valorisant la donnée, nous ouvrons la voie à une action sociale plus juste, plus rapide et profondément humaine.

LES DÉPARTEMENTS

s'engagent dans cette dynamique en repensant leurs pratiques autour des versements sociaux. Leur objectif : sécuriser les dispositifs, fiabiliser les processus et mieux anticiper les situations sensibles. Car au-delà des indus ou des écarts administratifs, souvent involontaires, c'est la qualité du service rendu et la confiance dans le système de solidarité qui sont en jeu.

En mobilisant des solutions numériques responsables, les Départements placent la donnée au cœur de leur stratégie. Ils veillent à respecter les principes de souveraineté, de transparence et de protection des données, tout en innovant pour répondre aux attentes des citoyens avec efficacité et équité.



23 milliards d'euros :

c'est la somme financée par les Départements pour couvrir les prestations sociales nationales, le Revenu de Solidarité Active (RSA), l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) et la Prestation de Compensation du Handicap (PCH).

LA POSTE

mobilise des compétences avancées en matière de données au service des politiques publiques. En première ligne, Dicaposte, filiale du groupe La Poste, a fait le choix d'un numérique souverain, éthique et responsable, en hébergeant les données sensibles dans des infrastructures hautement sécurisées en France, et en prônant une IA maîtrisée et encadrée, conformément aux standards les plus exigeants (RGPD, CNIL, RIA).

Ses équipes accompagnent les Départements dans la détection des anomalies, l'automatisation des processus et la transparence des décisions. En complément, le groupe La Poste dispose d'expertises en cartographie territoriale, en analyse comportementale et en visualisation de données, utiles pour repérer les fragilités et piloter les politiques sociales. Cette alliance entre souveraineté numérique, performance technique et proximité territoriale fait de La Poste un partenaire stratégique pour une action publique plus juste et plus efficace.



Olivier RICHEFOU

Président du Conseil Départemental de la Mayenne

“ En Mayenne, nous avons toujours placé la proximité et la justice sociale au cœur de notre action. Face à la montée des indus et des erreurs dans le versement des aides, nous souhaitons initier un projet ambitieux pour fiabiliser les dispositifs et sécuriser les parcours des allocataires. Notre territoire, marqué par une forte ruralité et une attention particulière aux publics fragiles, doit pouvoir s'appuyer sur des outils numériques performants et éthiques.

En partenariat avec le groupe La Poste, nous voulons mobiliser des expertises en data et en intelligence artificielle pour détecter les incohérences, prévenir les erreurs et garantir le juste droit.

Ce projet incarne notre volonté de conjuguer innovation et responsabilité, au service d'une action sociale plus transparente, plus efficace et pleinement adaptée aux réalités locales.”



Christian POIRET

Président du Conseil Départemental du Nord

“ Dans le Nord, nous avons choisi de nous appuyer sur des partenaires publics de confiance pour moderniser notre action sociale. Le partenariat avec Docaposte, filiale numérique du Groupe La Poste, est stratégique : il nous permet d'explorer des solutions innovantes, souveraines et conformes aux valeurs du service public.

Grâce à leur expertise en gouvernance de la donnée et en intelligence artificielle éthique, nous renforçons notre capacité à détecter les situations à risque, sécuriser les parcours RSA et mieux accompagner les allocataires. C'est une alliance utile, responsable et tournée vers l'avenir.”



Claude RIBOULET

Président du Conseil Départemental de l'Allier

“ Dans l'Allier, nous sommes convaincus par la convergence des missions du groupe La Poste et des Départements autour de trois marqueurs communs :

- **la primauté de l'humain** dans les politiques sociales et l'action postale avec un rôle essentiel du numérique et de l'IA, qui ne doivent pas effacer l'humain, mais au contraire valoriser sa valeur ajoutée,
- **la responsabilité du « dernier kilomètre »**, où la présence postale et départementale touche à l'intimité des foyers, notamment les plus vulnérables : La Poste et les Départements partagent cette responsabilité de proximité et d'intimité avec les citoyens,
- et enfin, **l'équilibre budgétaire et l'expérimentation**, avec la nécessité de concilier contraintes financières et maintien de la proximité et de la solidarité.”



“ L'IA ne doit pas effacer l'humain, mais au contraire valoriser sa valeur ajoutée.”



Souveraineté et pilotage de la data territoriale

Faire de la donnée sociale un outil stratégique, éthique et souverain pour piloter les solidarités locales, anticiper les besoins, fluidifier les parcours et renforcer l'efficacité des politiques publiques.

La donnée sociale est bien plus qu'un ensemble de chiffres : elle reflète les parcours de vie, les besoins invisibles, les ruptures silencieuses et les inégalités persistantes. Elle permet aux Départements de repérer les publics fragiles, d'anticiper les besoins, de cibler les actions et d'évaluer l'impact des politiques publiques. Elle est aussi un outil de transparence, de responsabilité et de pilotage pour les élus et les administrations.

Pour être pleinement utile, cette donnée doit être fiable, consolidée, interopérable et accessible.

Trop souvent, elle reste dispersée entre institutions, enfermée dans des systèmes hétérogènes, difficile à croiser ou à exploiter. Les Départements expriment donc une attente forte : disposer d'une gouvernance partagée de la donnée, capable de fluidifier les parcours des usagers, de réduire les redondances administratives et de renforcer l'efficacité des dispositifs sociaux.

Dans ce contexte, des partenaires comme Le groupe La Poste, avec ses filiales Docaposte et Geoptis proposent des solutions concrètes : plateformes de confiance, observatoires dynamiques, outils d'analyse prédictive, intelligence artificielle éthique...

Ces innovations permettent de transformer la donnée en levier d'action publique, tout en garantissant la souveraineté numérique, la sécurité des données sensibles et le respect des principes éthiques.

La donnée sociale devient ainsi un moteur de cohésion territoriale, un outil d'anticipation et un vecteur de justice sociale. Elle permet aux Départements de mieux comprendre pour mieux agir, en réaffirmant leur rôle central dans la construction de politiques sociales justes, agiles et efficaces, au plus près des réalités locales.



Sous l'impulsion de Départements de France, le groupe La Poste, avec sa filiale Geoptis s'est engagé aux côtés des collectivités pour répondre à un besoin stratégique :

disposer de données sociales fiables, consolidées et accessibles, afin de piloter les politiques sociales et médico-sociales avec plus de justesse, d'efficacité et de réactivité.

Cette démarche s'inscrit dans une ambition collective : faire de la donnée sociale un levier de gouvernance publique, capable de fluidifier les parcours des usagers, d'éclairer les arbitrages politiques et de renforcer la cohérence territoriale. Elle repose sur trois piliers :

- **un accès structuré** aux données pertinentes,
- **une architecture interopérable** et régulièrement mise à jour,
- **une capacité d'anticipation**, pour sortir du pilotage à vue.



L'enquête menée auprès de 24 départements, principalement ruraux, a permis d'identifier trois enjeux sociaux prioritaires : le repérage des publics isolés, l'accompagnement du grand âge, et le soutien à la parentalité.

Ces enjeux sont à la fois politiquement centraux et techniquement adressables.

Mais plusieurs freins subsistent : la dispersion des données, leur qualité hétérogène, le manque d'indicateurs communs, et une culture de la donnée encore insuffisante. 70 % des répondants déclarent ne pas disposer d'outils de visualisation adaptés, alors que les usages attendus sont clairs : adapter l'offre sociale aux évolutions démographiques, aider les élus à décider avec objectivité, et mesurer l'impact des politiques.

Au-delà des outils, trois priorités opérationnelles émergent :

- **Mutualiser les approches** pour éviter les redondances,
- **Innover dans les pratiques** pour mieux répondre aux réalités de terrain,
- **Coordonner les services et les partenaires** pour assurer la continuité des parcours.

Pour concrétiser cette ambition, deux thématiques prioritaires sont proposées :

- **le Grand âge et la perte d'autonomie**, avec des indicateurs tels que la progression des 75+, les délais d'accès aux aides, et la couverture des services à domicile,
- **l'isolement social**, avec des indicateurs comme le taux de non-recours, la distance aux services essentiels, et les signaux faibles de fragilité.



Olivier RICHEFOU

Président du Conseil Départemental de la Mayenne

“ La Mayenne a toujours été un territoire d'innovation sociale. En participant à l'étude Geoptis, nous avons souhaité aller plus loin dans l'analyse de nos données médico-sociales.

L'enjeu est clair : disposer d'outils simples et opérationnels pour éclairer nos décisions, mesurer l'impact de nos politiques et mieux communiquer avec nos partenaires.

Cette collaboration nous a permis de structurer notre approche data, en identifiant les freins à lever et les priorités à traiter. C'est une étape décisive pour faire de la donnée un véritable outil de pilotage au service des solidarités.”



Valérie SIMONET

Présidente du Conseil Départemental de la Creuse

“ Dans un territoire rural comme le nôtre, disposer de données fiables et lisibles est un levier essentiel pour piloter nos politiques sociales. L'étude menée avec Geoptis a mis en lumière un besoin fort : mieux repérer les publics isolés et anticiper les fragilités.

Grâce à cette démarche, nous avons pu identifier les indicateurs les plus pertinents pour orienter nos actions et renforcer la coordination entre nos services.

Cette approche partenariale nous permet de sortir d'une logique de réaction pour entrer dans une dynamique d'anticipation, au plus près des réalités de terrain.”



Bruno FAURE

Président du Conseil Départemental du Cantal

“ Dans un département comme le Cantal, la souveraineté numérique et la maîtrise de nos données sont des leviers essentiels d'action publique. L'étude Geoptis a permis d'établir un diagnostic partagé sur nos usages et nos besoins.

Nous avons tenu à renforcer la culture de la donnée dans nos équipes, afin d'exploiter pleinement ces ressources au service de la décision locale.

Cette démarche collective, fondée sur la confiance, la proximité et la co-construction, prépare des outils ancrés dans nos réalités territoriales.”

“ L'étude Geoptis a permis d'établir un diagnostic partagé sur nos usages et nos besoins. ”



Plan d'action :

Une méthodologie claire est proposée :

- **commencer et éprouver l'approche** avec une première thématique,
- **2 ateliers par thématique**, l'un avec les élus et l'autre avec les services, pour explorer les besoins puis les solutions disponibles et identifier des indicateurs politiques simples et comparables,
- **un calendrier structuré** en trois temps : cadrage, ateliers et synthèse d'ici la fin du 1^{er} semestre 2026.

Geoptis apportera son expertise en collecte, analyse de la donnée territoriale, notamment via sa solution d'Analyse des Besoins Sociaux. Avec son partenaire Eurogroup Consulting, Geoptis animera les démarches collectives et contribuera à la construction d'indicateurs partagés.

En conclusion, cette démarche vise à éclairer comment disposer d'une donnée médico-sociale actionnable, lisible et partagée, pleinement intégrée au projet Départements Data, pour renforcer la cohésion territoriale, la justice sociale et la performance publique.



Zoom sur l'analyse des besoins sociaux (ABS) :

UN OUTIL D'AIDE À LA DÉCISION POUR MIEUX COMPRENDRE LES RÉALITÉS SOCIALES DE VOTRE TERRITOIRE

L'Analyse des Besoins Sociaux (ABS) est un dispositif réglementaire qui permet aux collectivités locales de mieux cerner les évolutions sociales de leur territoire. Elle constitue un appui essentiel pour orienter les politiques publiques en s'appuyant sur une connaissance fine des besoins de la population.

LES RÉALITÉS SOCIALES D'UN TERRITOIRE

- Dresser un **état des lieux social** du territoire.
- Identifier les **besoins prioritaires** des habitants (logement, santé, emploi, isolement, mobilité...).
- **Adapter les actions sociales** aux réalités locales.
- **Favoriser la cohérence** des politiques publiques et la coordination entre acteurs.

L'Analyse des Besoins Sociaux (ABS) s'appuie sur la consolidation de 200 indicateurs réunis dans un rapport dynamique en ligne. Elle offre une lecture claire et objective du contexte social d'un territoire, permettant de mieux comprendre les dynamiques à l'œuvre et d'objectiver les constats.



L'ABS SE DISTINGUE PAR :

1. des **scores exclusifs de risque**,
2. sa capacité d'enrichissement avec des données additionnelles locales,
3. une simplicité d'usage pour les élus et les services.

Au-delà de l'outil, La Poste Solutions Business accompagne les Départements à chaque étape de la démarche :

- structuration du diagnostic et définition du périmètre d'analyse,
- collecte de données de terrain grâce à la présence territoriale du Groupe,
- traitement, croisement et analyse des résultats,
- restitution claire et visuelle sous forme de tableaux de bord et de cartes interactives.

L'ABS constitue ainsi un véritable outil d'aide à la décision, offrant aux élus et à leurs équipes une vision concrète pour ajuster leurs priorités, anticiper les besoins futurs et renforcer la cohésion sociale à l'échelle locale.



**Contacts
La Poste
en région**



Ain	Thierry TOURNIER	thierry.tournier@laposte.fr	06 80 20 45 89
Allier	Stéphanie FAGOT-REVURAT	stephanie.fagot-revurat@laposte.fr	06 76 20 82 42
Alpes-Maritimes	Lisa SANTONI	lisa.santoni@laposte.fr	06 49 64 23 46
Ardennes et Meuse	Hugues MAHIEU	hugues.mahieu@laposte.fr	06 75 74 00 51
Ariège	Thomas RUBIO	thomas.rubio@laposte.fr	06 30 08 52 87
Aube et Haute-Marne	Aline BOTELLA	aline.beaufey@laposte.fr	06 75 65 92 74
Aude	Isabelle AMBRY	isabelle.ambry@laposte.fr	06 66 28 10 21
Aveyron et Lozère	Evelyne ESTRYPEAU	evelyne.estripeau@laposte.fr	06 50 70 23 78
Bas-Rhin	Vincent BURGUN	vincent.burgun@laposte.fr	06 66 95 96 99
Bouches-du-Rhône	Jean-Marc COLACE	jean-marc.colace@laposte.fr	06 77 08 77 81
Calvados	Pauline OGER	pauline.oger@laposte.fr	06 79 90 20 26
Cantal	Geneviève AUBERT	genevieve.aubert@laposte.fr	06 84 26 77 13
Charente et Dordogne	Adeline SEVEAU	adeline.seveau@laposte.fr	06 86 30 12 99
Charente-Maritime	Alexandra PERRIER-TOULET	alexandra.perrier-toulet@laposte.fr	06 75 09 46 76
Cher et Indre	Philippe LONGIN	philippe.longin@laposte.fr	06 74 92 88 73
Corrèze et Creuse	Sylvie CLAUD	sylvie.claud@laposte.fr	06 73 06 20 90
Corse-du-Sud	Jean-Michel SECONDI	jean-michel.secondi@laposte.fr	06 07 39 71 04
Côte-d'Or	Nadia MAACH	nadia.maach@laposte.fr	06 67 73 45 64
Côtes-d'Armor	Valerie TOUPIN	valerie.toupin@laposte.fr	06 70 66 86 50
Deux-Sèvres et Vienne	Céline NONY	celine.nony@laposte.fr	06 69 33 61 74

Doubs	Jean-François COURTOY	jean-francois.courtoy@laposte.fr	06 66 22 32 45
Drôme et Ardèche	Chantal ZEIMET-BASSET	chantal.zeimet@laposte.fr	06 07 65 73 40
Essonne	Marie-Claude FIRMIN	marie-claude.firmin@laposte.fr	06 58 06 96 42
Eure	Jean-Baptiste BAUDIN	jean-baptiste.baudin@laposte.fr	06 07 44 40 14
Eure-et-Loir	Cindy THIAUDIERE	cindy.thiaudiere@laposte.fr	06 03 92 40 90
Finistère	David LOUET	david.louet@laposte.fr	07 85 60 35 39
Gard	Sandra MAUDET	sandra.maudet@laposte.fr	06 89 87 56 70
Gers et Hautes-Pyrénées	Valerie-Claude CASTILLON	valerie-claude.castillon@laposte.fr	06 07 02 20 95
Gironde	Yvonnick LE MOLLER	yvonnick.le-moller@laposte.fr	06 87 73 04 83
Haut-Rhin	Laurent LECORNET	laurent.lecornet@laposte.fr	06 76 01 37 81
Haute-Corse	Jean-Luc NEGRONI	jean-luc.negrone@laposte.fr	06 80 57 31 31
Haute-Garonne	Gilles LAGRAVE	gilles.lagrove@laposte.fr	06 79 65 18 22
Haute-Loire	Alain GIBERT	alain.gibert@laposte.fr	06 59 55 45 02
Haute-Saône & Territoire de Belfort	Alexandra BROIHIER	alexandra.broihier@laposte.fr	06 67 00 74 07
Haute-Vienne	Carine BOURREL	carine.bourrel@laposte.fr	06 62 16 02 52
Hautes-Alpes et Alpes-de-Haute-Provence	Christophe DOGNON	christophe.dognon@laposte.fr	06 63 24 50 50
Hauts-de-Seine	Jean-Bernard PONTUS	jean-bernard.ponthus@laposte.fr	07 84 14 48 67
Hérault	Clément CABROL	clement.cabrol@laposte.fr	06 75 50 01 86
Ille-et-Vilaine	Sophie FONTAINE	s.fontaine@laposte.fr	06 66 27 04 36
Indre-et-Loire	Emilie MARTIN	emilie.martin@laposte.fr	06 73 64 36 40



Isère	Rémi COMPARATO	remi.comparato@laposte.fr	06 07 89 75 20
Jura et Saône-et-Loire	Philippe FETIVEAU	philippe.fetiveau@laposte.fr	06 69 42 88 76
Landes	Virginie LAMARCHE	virginie.lamarche@laposte.fr	06 77 61 40 08
Loir-et-Cher	Philippe FAGOT	philippe.fagot@laposte.fr	06 50 08 29 38
Loire	Olivier LIMOUSIN	olivier.limousin@laposte.fr	06 65 97 68 56
Loire-Atlantique	Cyril FILLET	cyril.fillet@laposte.fr	06 89 87 79 48
Loiret	Pascale GAL	pascale.gal@laposte.fr	06 88 16 23 82
Lot et Tarn-et-Garonne	Céline GARRIGUES	celine.garrigues@laposte.fr	06 89 92 02 77
Lot-et-Garonne	Véronique TEULIERES	veronique.teulieres@laposte.fr	06 87 71 56 61
Maine-et-Loire	Christophe AUDOUIN	christophe.audouin@laposte.fr	06 79 97 48 37
Manche	Laure LECOFFRE	laure.lecoffre@laposte.fr	06 69 75 02 93
Marne	Audrey BENEZECH	audrey.benezech@laposte.fr	06 64 71 03 11
Métropole Nantaise	Christine BOURSIN	christine.boursin@laposte.fr	06 66 79 86 63
Meurthe et Moselle	Maud BUZON	maud.buzon@laposte.fr	06 69 35 54 07
Morbihan	Allan KACI	allan.kaci@laposte.fr	06 32 63 09 99
Moselle et Vosges	Layla LAPORTE	layla.laporte@laposte.fr	06 72 42 51 15
Nord	Ophélie VILLAIN	ophelie.simon@laposte.fr	06 37 49 96 82
Oise et Aisne	Yannick LE MERDY	yannick.lemerdy@laposte.fr	07 62 09 24 91
Orne	Gilles HAVARD	gilles.havard@laposte.fr	06 84 80 41 75
Paris	Valérie CATHELY	valerie.cathely@laposte.fr	06 76 83 38 45

Pas-de-Calais	Sandrine DESCAMPS	sandrine.decamps@laposte.fr	06 78 64 97 37
Puy-de-Dôme	SANDRINE HALLADE	sandrine.hallade@laposte.fr	06 50 15 30 55
Pyrénées-Atlantiques	Eric FRANCE	eric.france@laposte.fr	06 07 48 94 94
Pyrénées-Orientales	Stéphane VISSEQ	stephane.visseq@laposte.fr	06 69 40 11 37
Rhône	Stéphane GENTILI	stephane.gentili@laposte.fr	06 83 81 08 97
Sarthe et Mayenne	Guillaume MONSALLIER	guillaume.monsallier@laposte.fr	06 80 17 56 32
Savoie et Haute-Savoie	Pierre-Nicolas CHABANEL	pierre-nicolas.chabanel@laposte.fr	06 62 51 31 28
Seine-et-Marne	Hawa KONE TOURE	hawa.toure@laposte.fr	06 84 69 20 95
Seine-Maritime	Florent CRISTOBAL	florent.cristobal@laposte.fr	06 60 98 84 69
Seine-Saint-Denis	Hervé MORLAND	herve.morland@laposte.fr	06 30 87 64 83
Somme	Magali PHILIBERT	magali.philibert@laposte.fr	06 87 11 41 51
Tarn	Sylvie ASTRUC	sylvie.astruc@laposte.fr	06 68 72 88 67
Val-d'Oise	Yann GARRIDO	yann.garrido@laposte.fr	06 88 38 63 03
Val-de-Marne	François LIBLIN	francois.liblin@laposte.fr	06 63 03 34 30
Var	Isabelle BELLON	isabelle.bellon@laposte.fr	06 40 38 94 17
Vaucluse	Pierre-Hubert MARTIN	pierre-hubert.martin@laposte.fr	06 68 22 56 18
Vendée	Françoise NAUDON	francoise.naudon@laposte.fr	06 75 05 95 61
Yonne et Nièvre	Christine MORANGE	christine.morange@laposte.fr	06 84 91 77 28
Yvelines	Stéphane DIAMAND	stephane.diamand@laposte.fr	06 08 17 74 95

Pour plus d'informations
sur les solutions de
La Poste Solutions Business,

rendez-vous sur :

www.laposte.fr/entreprise-collectivites

